



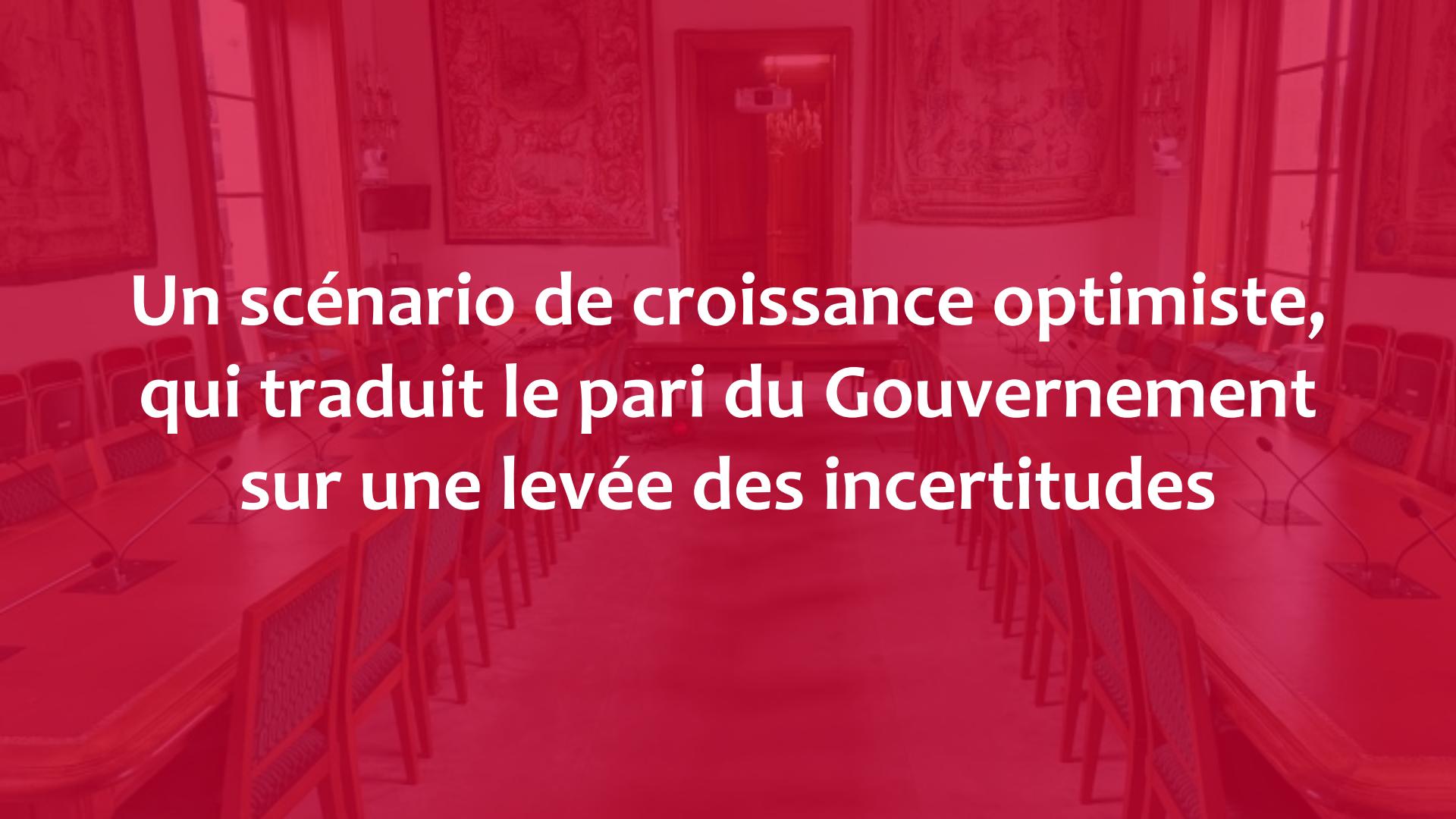
Les prévisions macroéconomiques et l'équilibre général du projet de loi de finances pour 2026

Jean-François Husson, rapporteur général

Commission des finances

Mercredi 5 novembre 2025



The background of the slide shows a long, ornate hall with red carpeting. On both sides, there are rows of wooden chairs facing forward. The walls are adorned with large, framed tapestries depicting various scenes. A red door is visible at the far end of the hall.

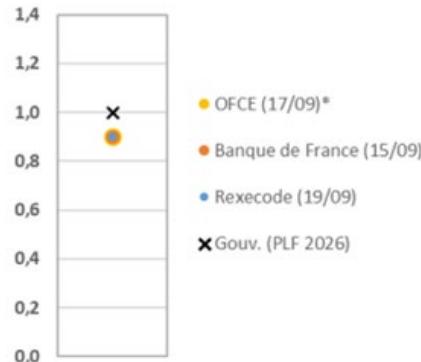
**Un scénario de croissance optimiste,
qui traduit le pari du Gouvernement
sur une levée des incertitudes**

Pour 2026, la prévision de croissance du Gouvernement est optimiste et reste pourtant inférieure à celle de la zone euro et de l'Allemagne

Prévision de croissance pour 2026

(en % du PIB)

Institutions auditionnées



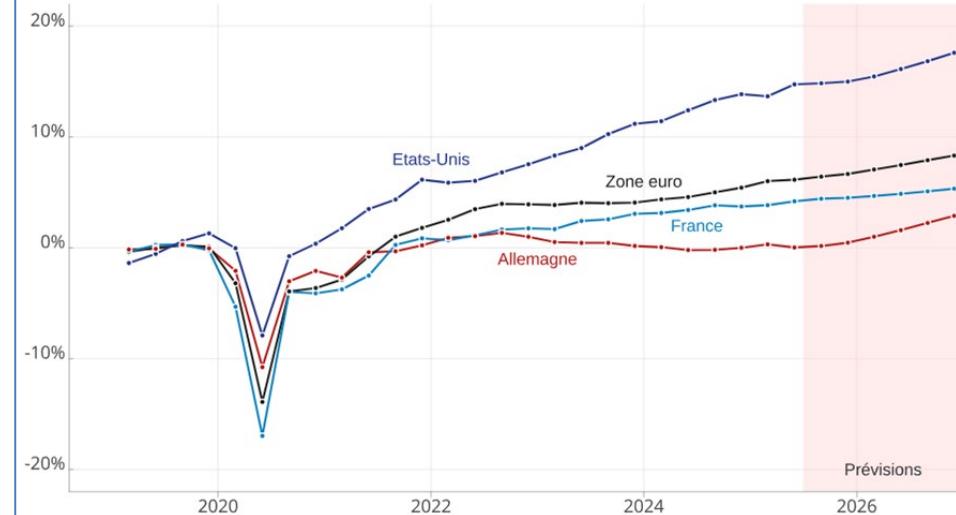
Consensus Forecasts - sept. 25



* Prévisions provisoires.

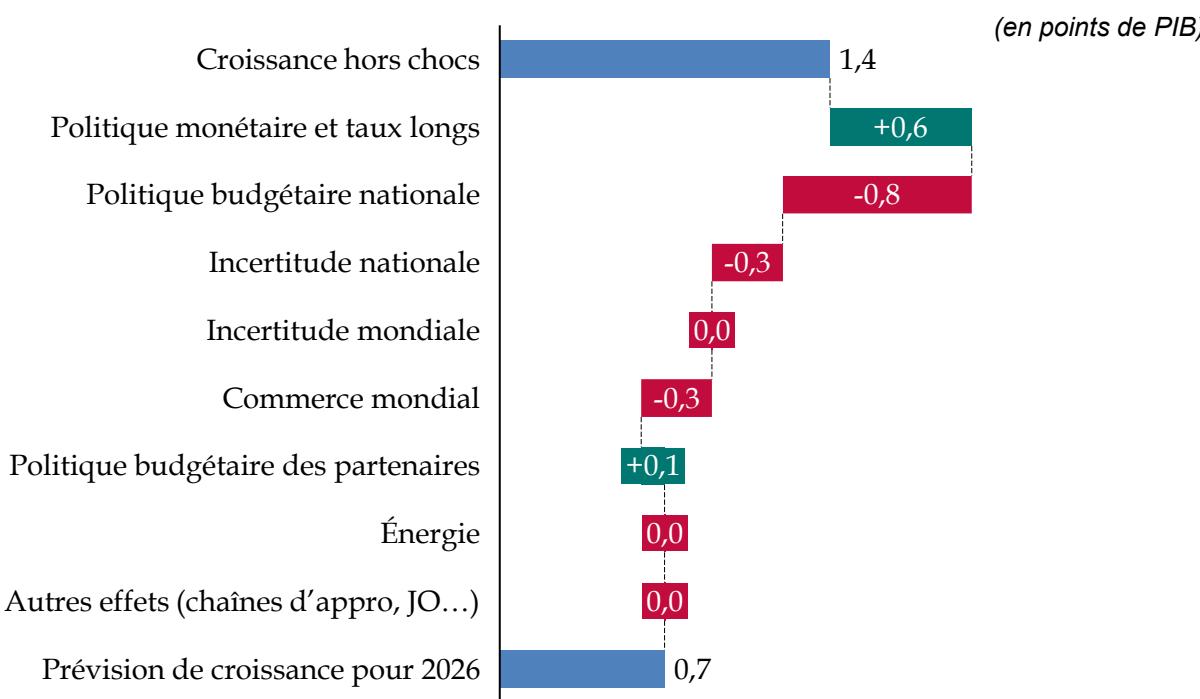
Croissance cumulée depuis 2019

(base 100 = moyenne 2019)



Une croissance largement affectée par la politique budgétaire et l'incertitude nationales

Décomposition de la croissance prévue en 2026 par postes de contribution

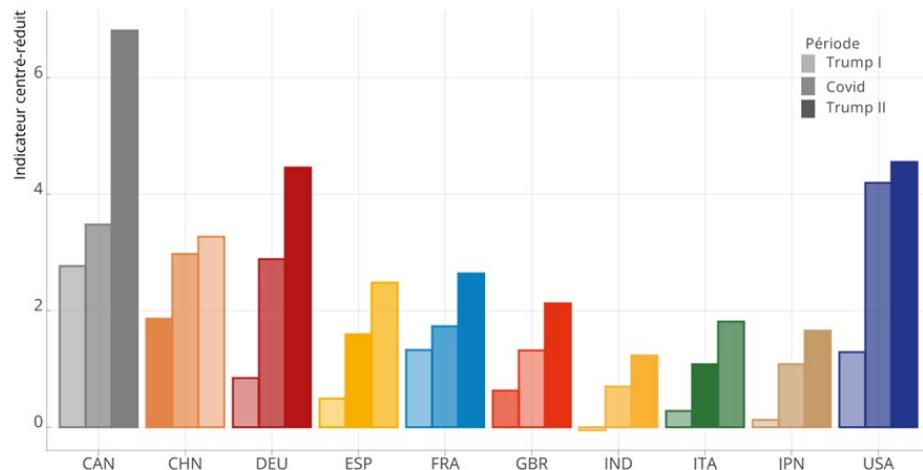


Source : commission des finances du Sénat, à partir des perspectives 2026 de l'OFCE

Malgré un effet jusqu'ici relativement limité de la « guerre commerciale » sur la croissance, des aléas majeurs persistent

Incertitude de politique économique dans le monde

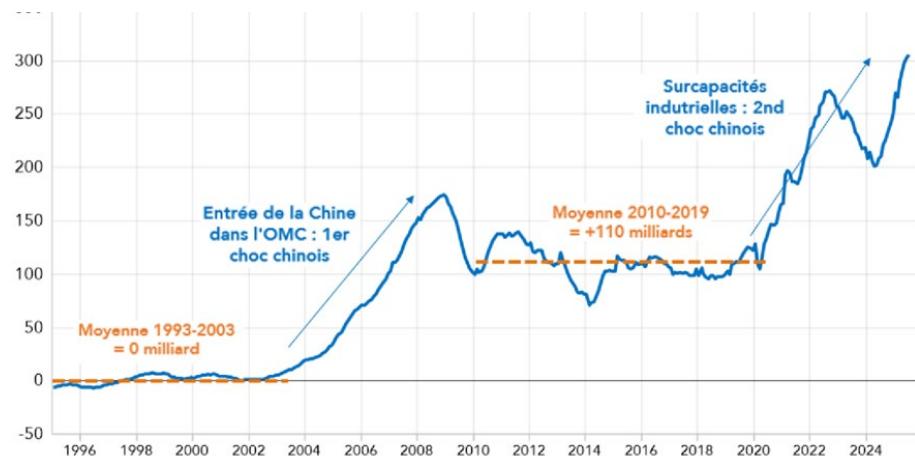
(indicateur Baker-Bloom-Davis)



Note : La période Trump I correspond à la moyenne de l'indicateur sur l'année 2018. Covid à la période allant de février 2020 à janvier 2021 et Trump II à la période allant de janvier 2025 à août 2025.

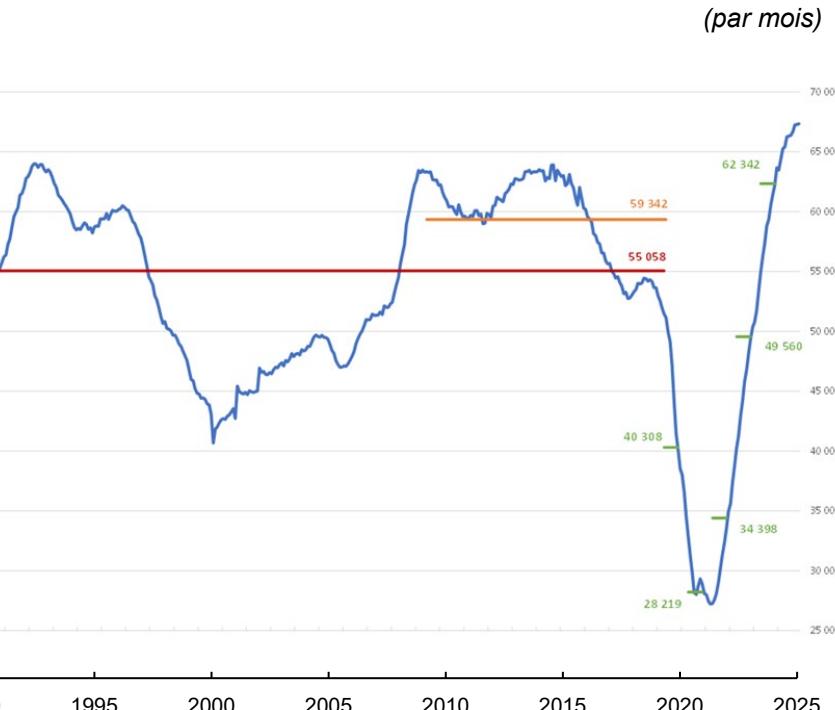
Solde commercial de la Chine avec l'UE cumulé sur un an

(en milliards de dollars)



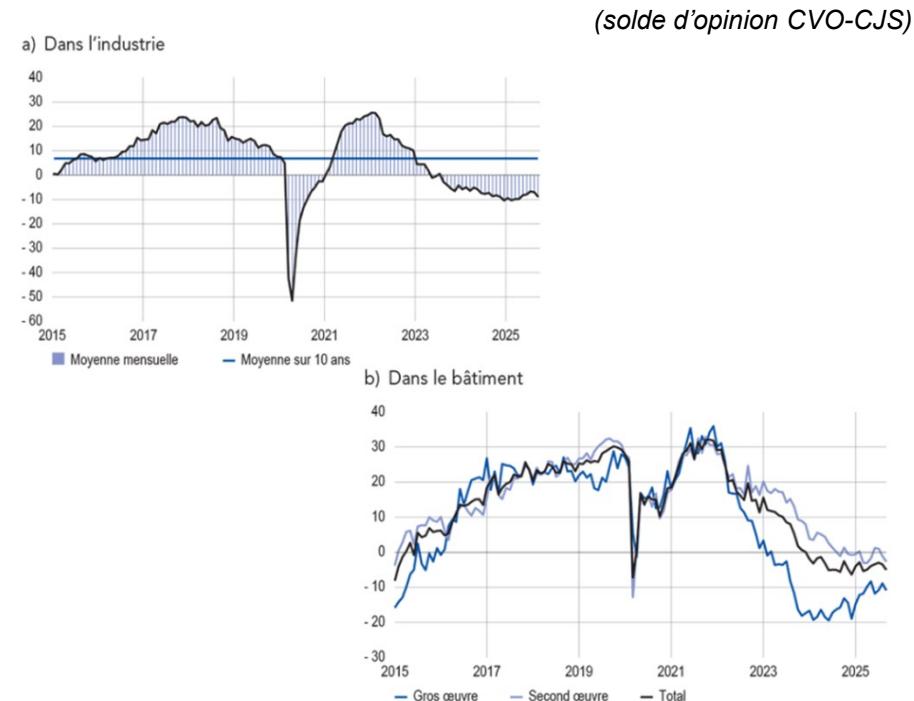
Une prévision gouvernementale de hausse de l'investissement des entreprises, en dépit de toute indication crédible en ce sens

Défaillances d'entreprises du secteur marchand



Source : OFCE, perspectives 2026

Carnets de commandes des entreprises

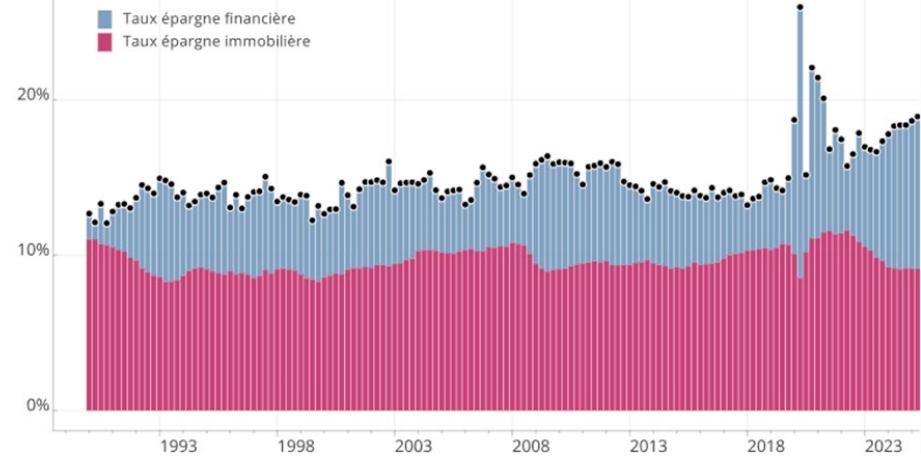


Source : Banque de France

Une désépargne des ménages qui reste encore à concrétiser

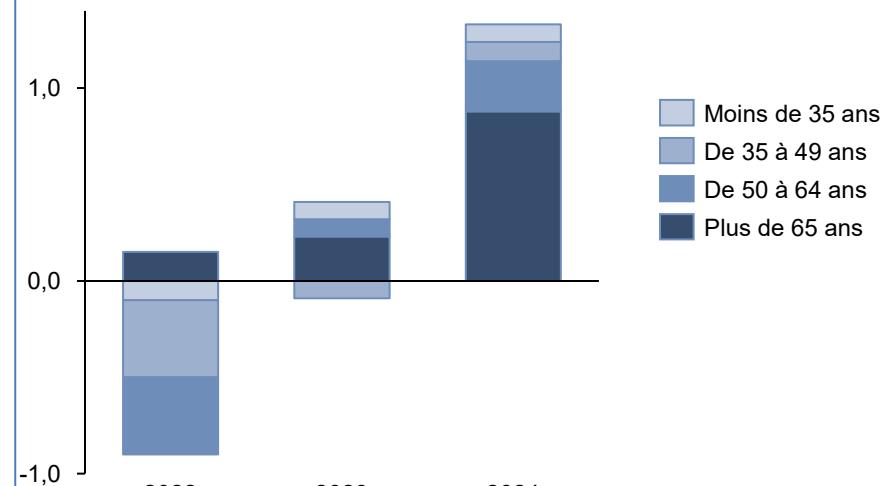
Taux d'épargne financière et immobilière des ménages

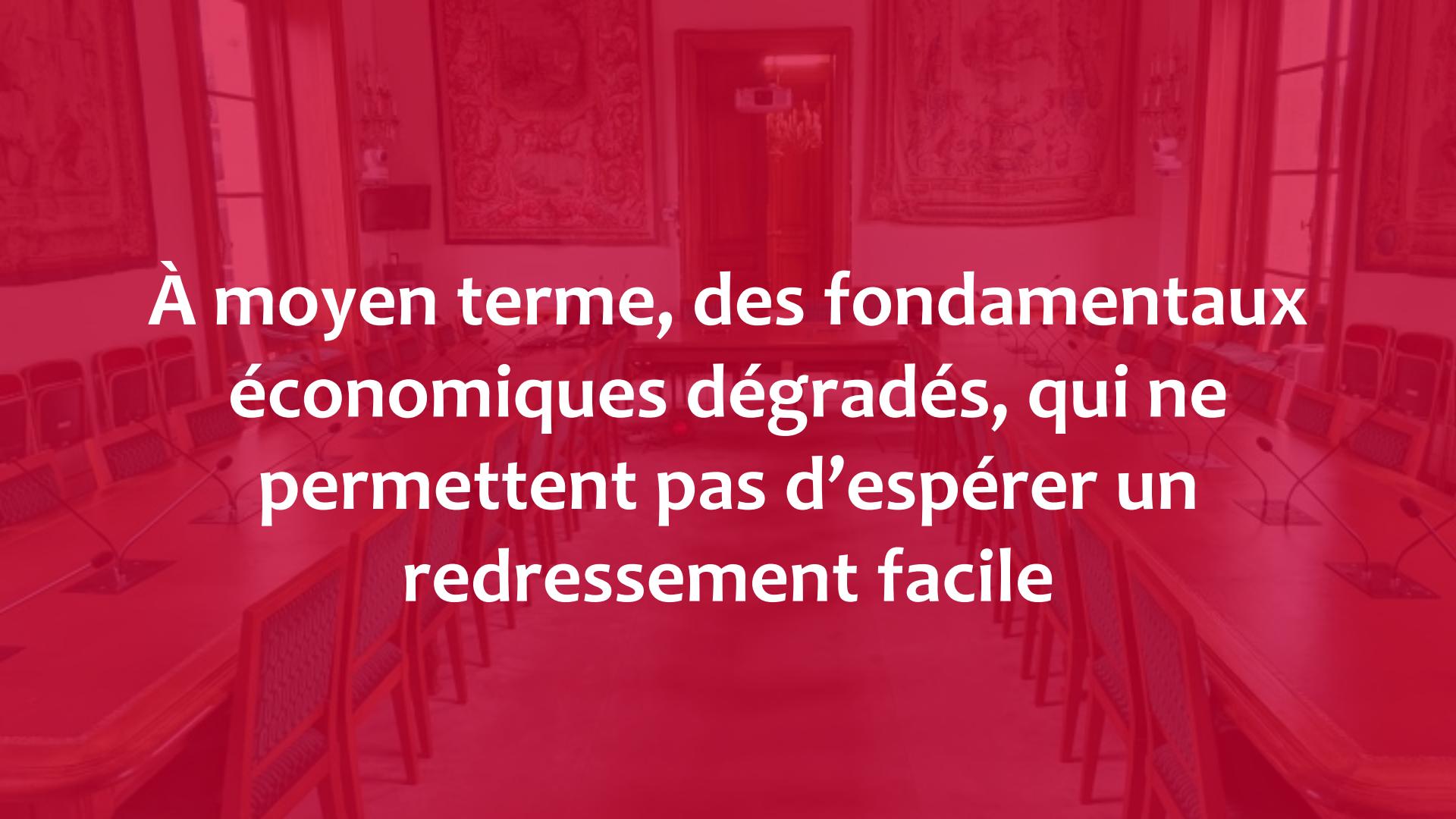
(en % du revenu disponible brut)



Contribution à l'évolution du taux d'épargne moyen

(en points, par tranche d'âge)



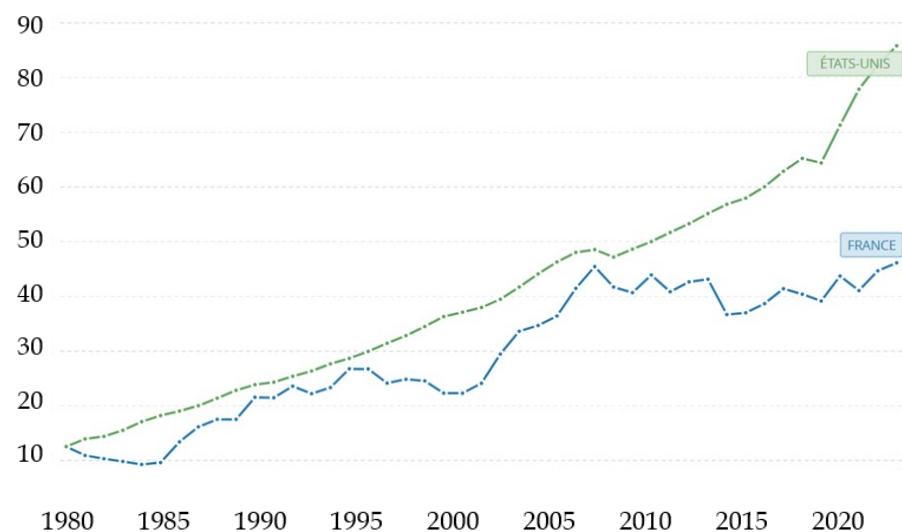


À moyen terme, des fondamentaux économiques dégradés, qui ne permettent pas d'espérer un redressement facile

Un décrochage de niveau de richesse bien réel vis-à-vis des États-Unis sur la période récente

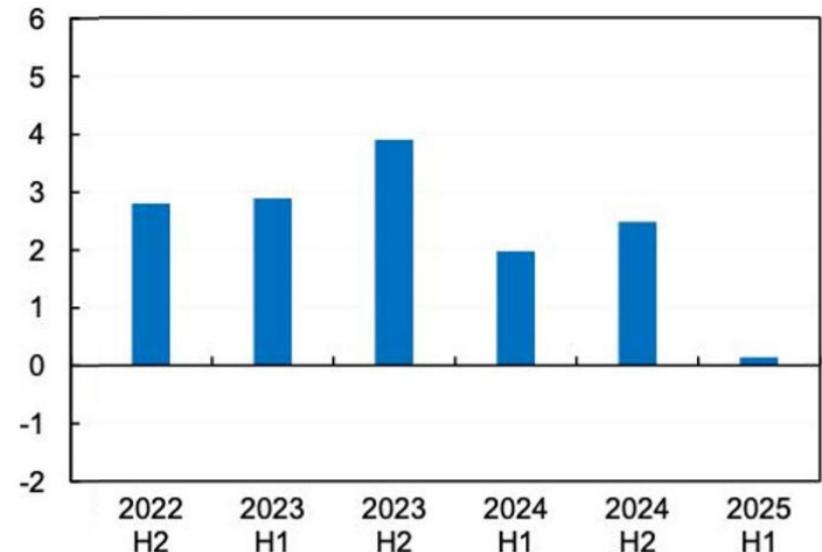
Évolution du PIB par habitant depuis 1980

(en dollars courants, non PPA)



Croissance aux États-Unis hors investissements technologiques

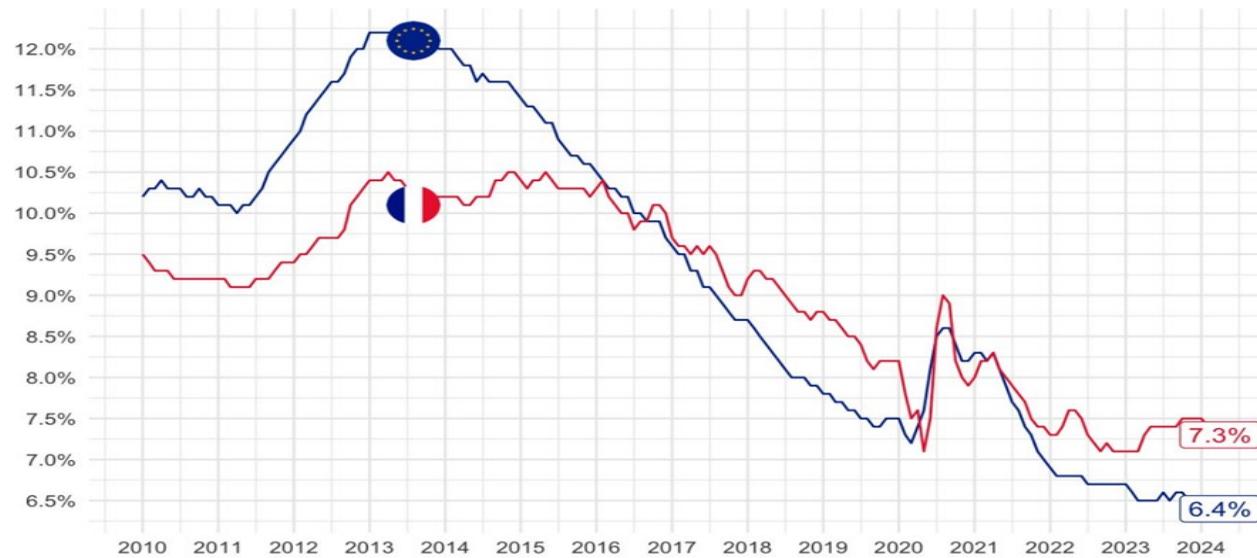
(taux en %)

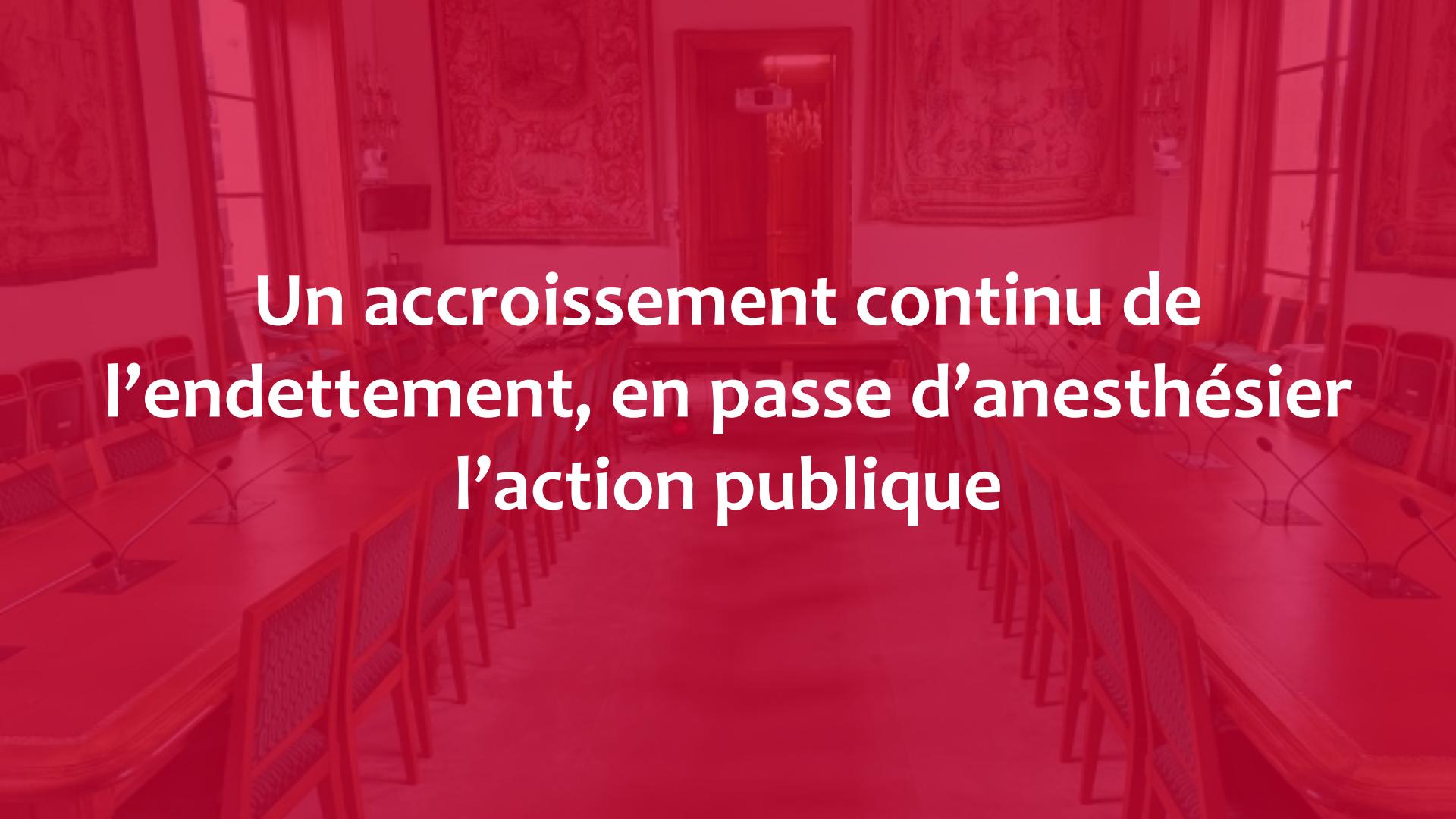


La fin de deux exceptions françaises en matière de productivité et de démographie

Évolution du taux de chômage depuis 2010

(en % de la population active)

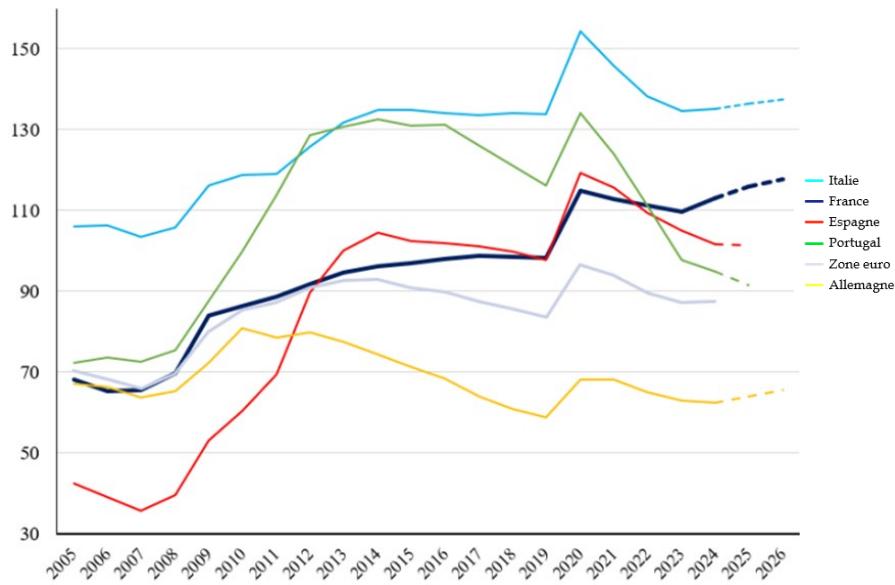




**Un accroissement continu de
l'endettement, en passe d'anesthésier
l'action publique**

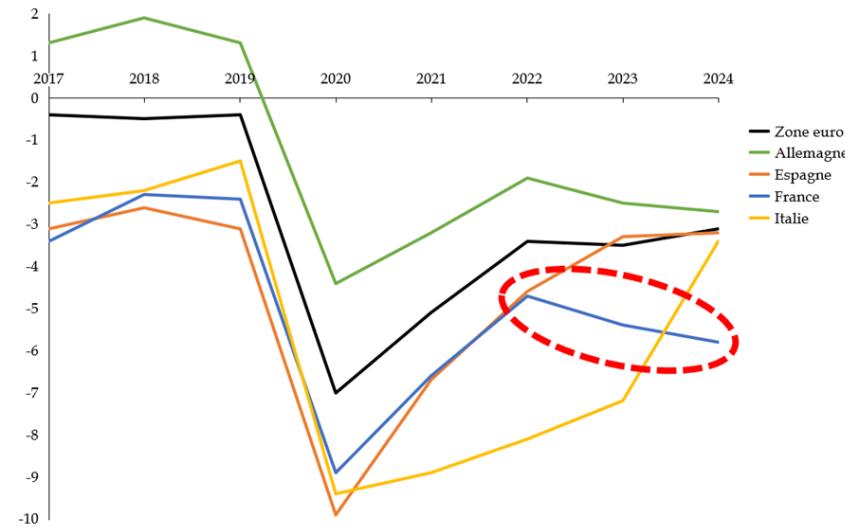
Les choix de politique budgétaire et fiscale sont responsables de la très forte hausse de l'endettement de la France

Évolution du ratio d'endettement public
(en points de PIB)



Source : avis du HCFP sur le PLF 2026

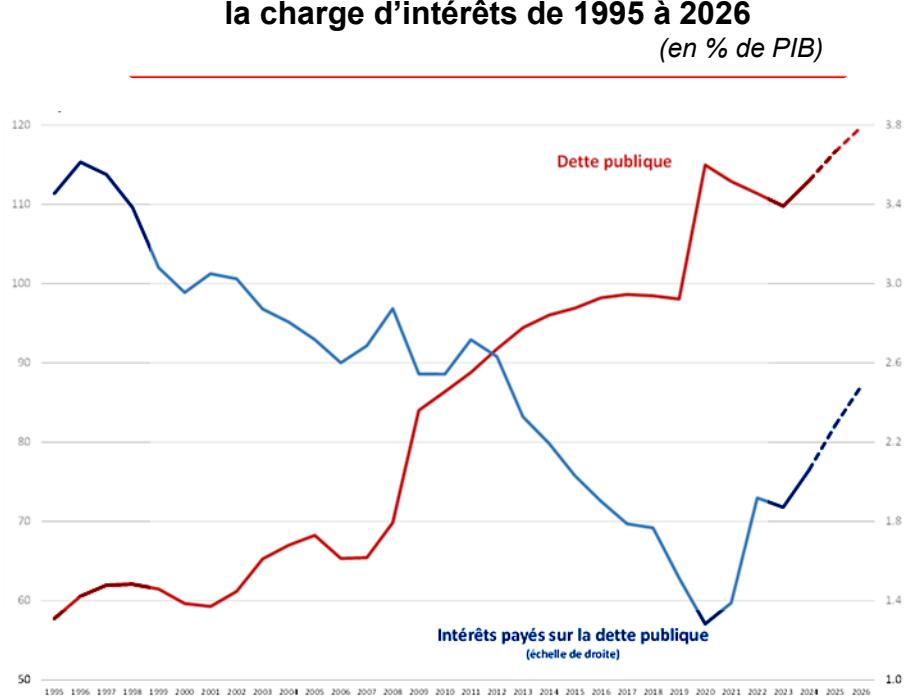
Évolution du solde public au sein de la zone euro
(en % du PIB)



Source : commission des finances, à partir des données Eurostat

Une augmentation du stock de dette combinée à une hausse de son coût de refinancement

Évolution comparée du ratio de dette et de la charge d'intérêts de 1995 à 2026
(en % de PIB)



Évolution des taux à 10 ans (TEC 10) de 2023 à 2030

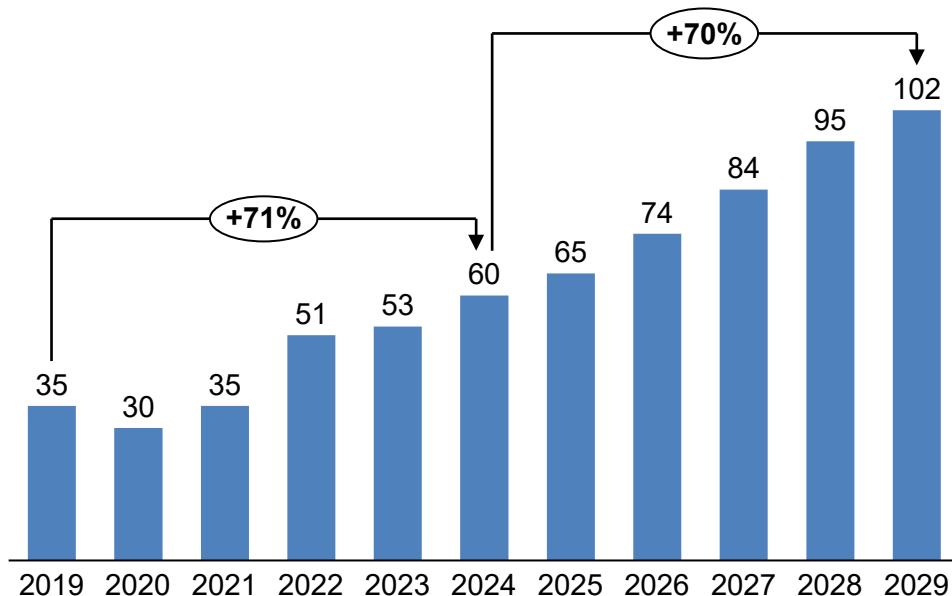


Source : commission des finances, d'après l'avis du HCFP sur le PLF 2026 pour 2024-2026, et calculs d'après les documents budgétaires pour la période 2027-2029

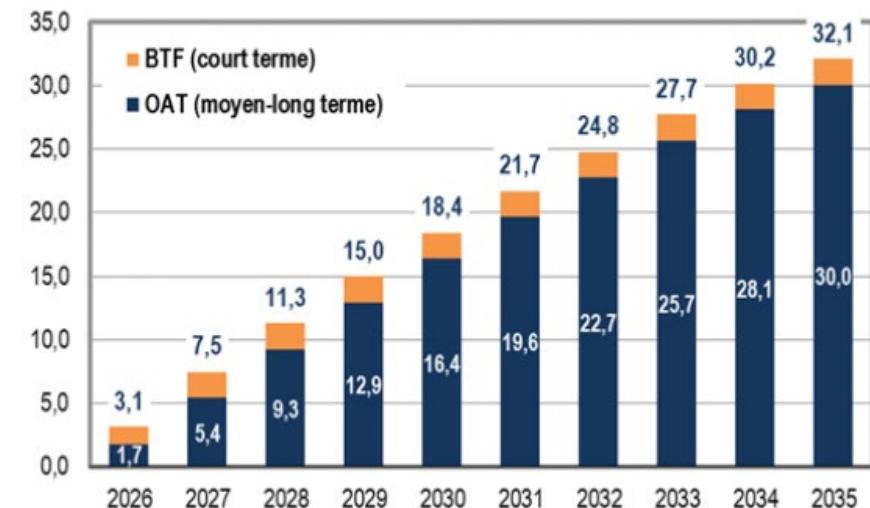
Source : Agence France Trésor, cité in Rapport sur la dette des administrations publiques

La charge de la dette dérive, et expose dangereusement la France en cas de choc de taux

Charge de la dette entre 2019 et 2029
(en milliards d'euros – prévisions à partir de 2025)



Impact d'un choc de taux de 1% sur la charge maastrichtienne des obligations assimilables au Trésor (OAT) et des bons à taux fixe (BTF)
(en milliards d'euros)



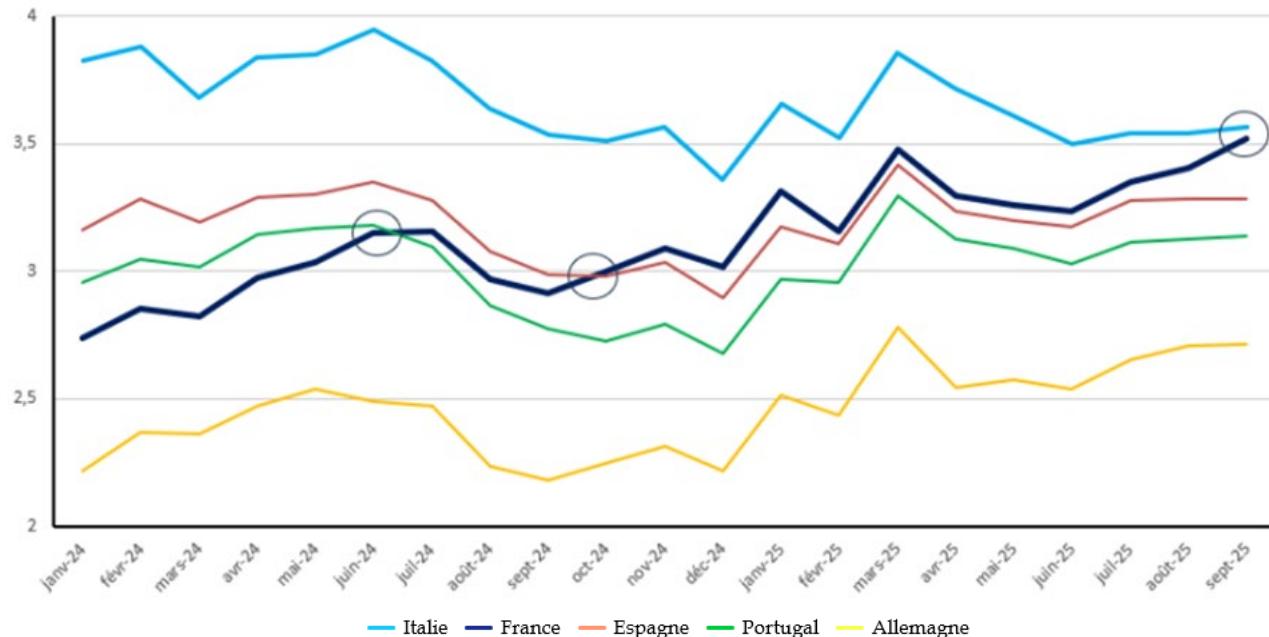
Source : commission des finances, d'après l'avis du HCFP sur le PLF 2026 pour 2024-2026, et calculs d'après les documents budgétaires pour la période 2027-2029

Source : Agence France Trésor (cité dans Rapport sur la dette des administrations publiques)

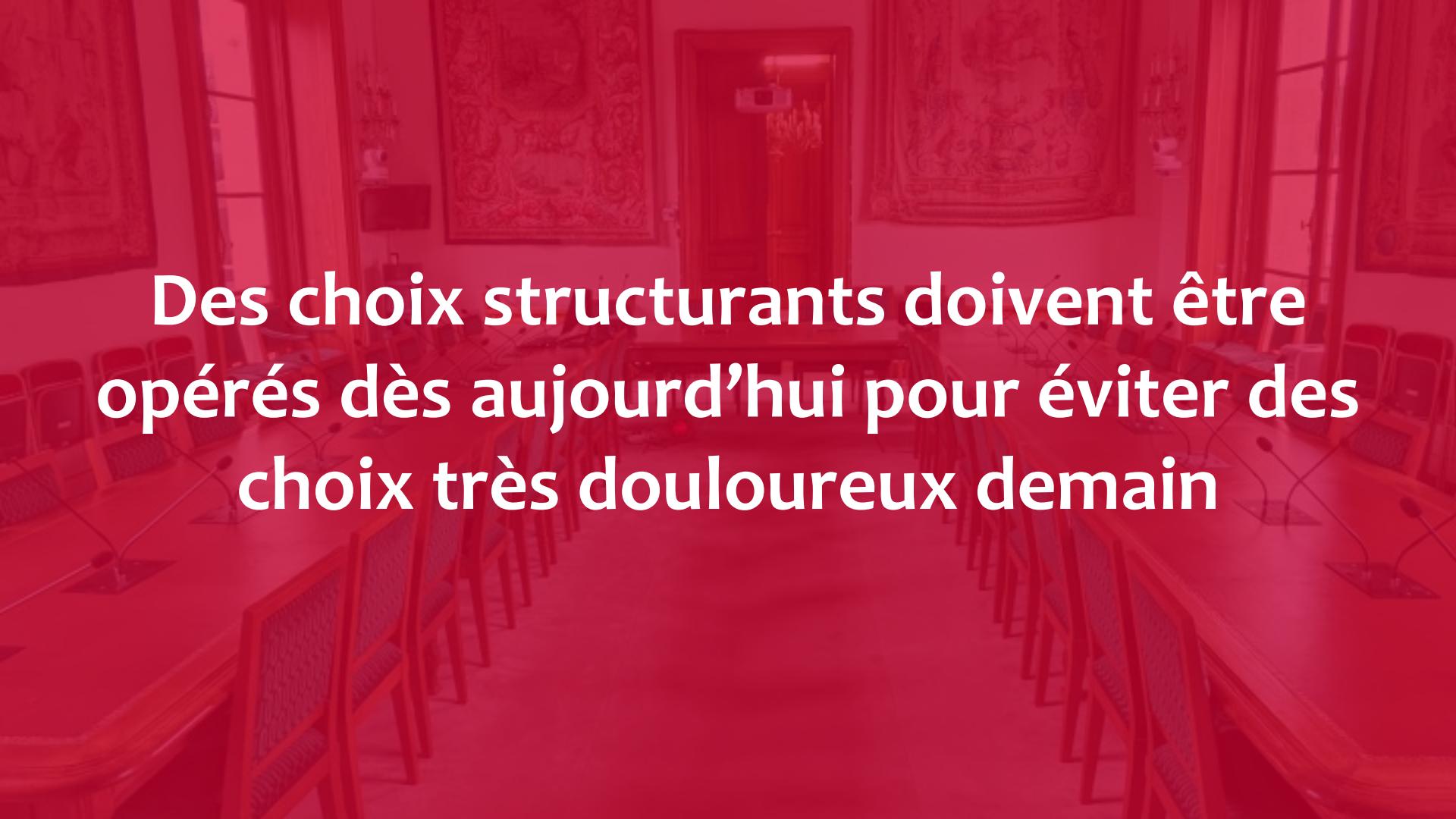
Une dégradation des conditions de refinancement de la dette de la France

Évolution relative des taux des obligations à 10 ans de cinq États membres de la zone euro

(en %)



Source : avis du HCFP sur le PLF et le PLFSS 2026



Des choix structurants doivent être opérés dès aujourd’hui pour éviter des choix très douloureux demain

Une consolidation nécessaire, d'abord pour des raisons économiques

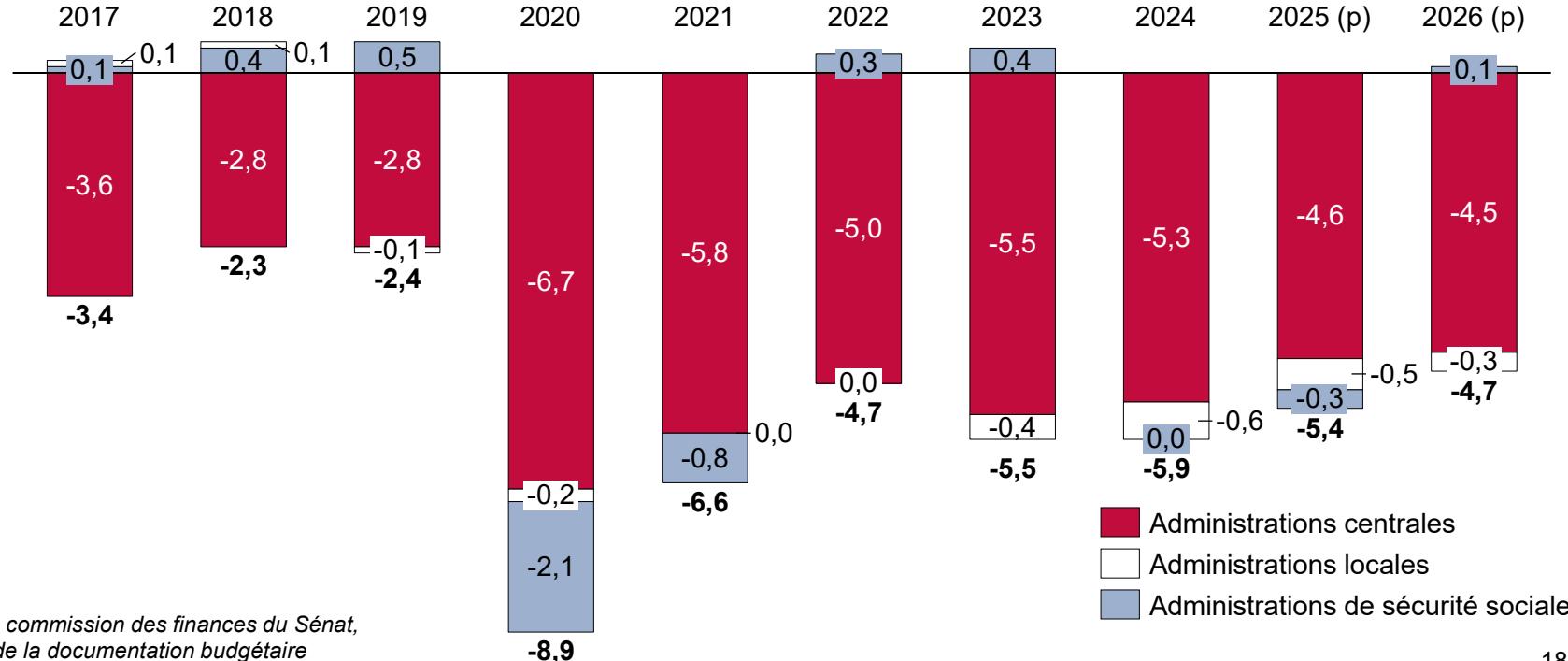
Effort structurel de l'année 2026 (en points de PIB potentiel)

En % du PIB sauf mention contraire	Sc. soumis au HCFP			RAA du PSMT		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Solde public (1)	-5,8	-5,4	-4,7	-5,8	-5,4	-4,6
Solde conjoncturel (2)	0,0	-0,2	-0,4	-0,4	-0,7	-0,6
Mesures ponctuelles et temporaires (% du PIB potentiel) (3)	-0,1	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,1
Solde structurel (% du PIB potentiel) = (1)-(2)-(3)	-5,8	-5,1	-4,3	-5,3	-4,6	-3,9
Variation du solde structurel (% du PIB potentiel)	-0,4	0,7	0,8	-0,4	0,7	0,7
dont effort structurel	-0,2	0,8	1,0	0,1	0,8	
<i>Effort en prélèvements obligatoires</i>	0,2	0,8	0,5	0,2	0,8	
<i>Effort en dépense</i>	-0,4	0,0	0,6	-0,1	0,0	
dont composante non discrétionnaire	-0,2	-0,1	-0,3	-0,4	-0,1	
<i>Recettes hors PO</i>	0,2	-0,1	-0,2	0,1	-0,1	
<i>Effets d'élasticités fiscales des PO</i>	-0,4	-0,1	-0,1	-0,6	-0,1	

Source : avis du Haut Conseil des finances publics sur le PLF et le PLFSS 2026

En 2026, l'État sera quasiment l'unique contributeur au déficit public

Décomposition du solde public par catégorie d'administrations entre 2017 et 2026 (en points de PIB)



Le besoin d'efforts justes et partagés tant du côté des administrations que de celui des contribuables

Évolution des dépenses par sous-secteur institutionnel

(en volume, en utilisant le déflateur du PIB)

	2024	2025 (P)	2026 (P)
Apuc	-0,9%	0,6%	1,6%
Apul	2,6%	0,5%	-1,0%
Asso	3,5%	1,9%	-0,4%
Total	1,8%	1,2%	0,2%

(P) = prévision

APUC = administrations publiques centrales

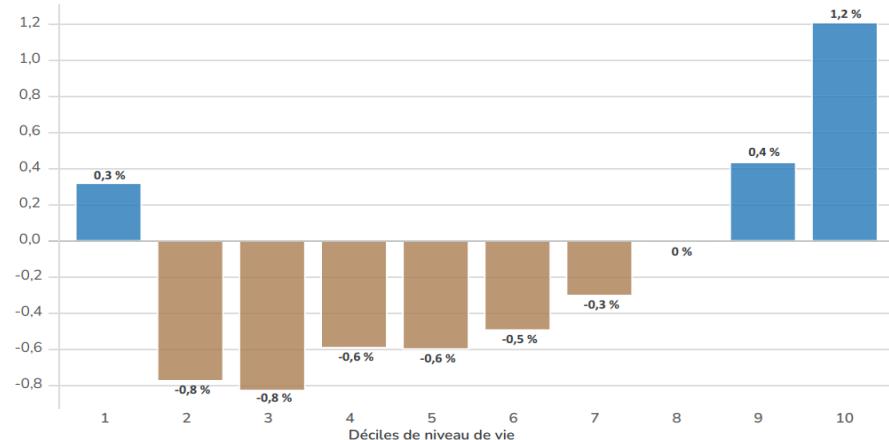
APUL = administrations publiques locales

ASSO = administrations de sécurité sociale

Source : avis du Haut Conseil des finances publiques sur le PLF et le PLFSS 2026

Évolution du pouvoir d'achat par décile entre 2021 et 2024

(en % annuel)



Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux 2020 (actualisée 2022) ; Insee-Drees-Cnaf, modèle Ines 2022. Calculs des auteurs.

Note de lecture : entre 2021 et 2023, à panier de biens de consommation de 2021 inchangé, nous estimons que le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages appartenant aux 10 % de ménages les plus aisés (D10) s'est accru de 1,2 % en moyenne chaque année.

Champ : France métropolitaine, personnes vivant en logement ordinaire dans un ménage dont le revenu est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Source : OFCE

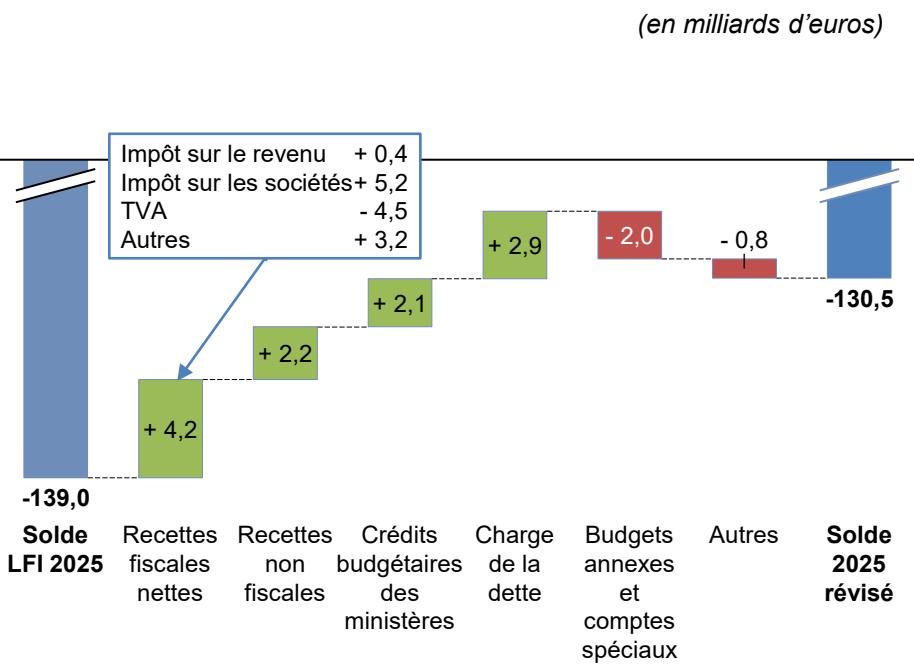


Le budget de l'État : après des années de dérive, les premiers pas d'un retour vers l'équilibre qui devra être amplifié

En 2025, l'effort engagé en loi de finances initiale trouve une première traduction

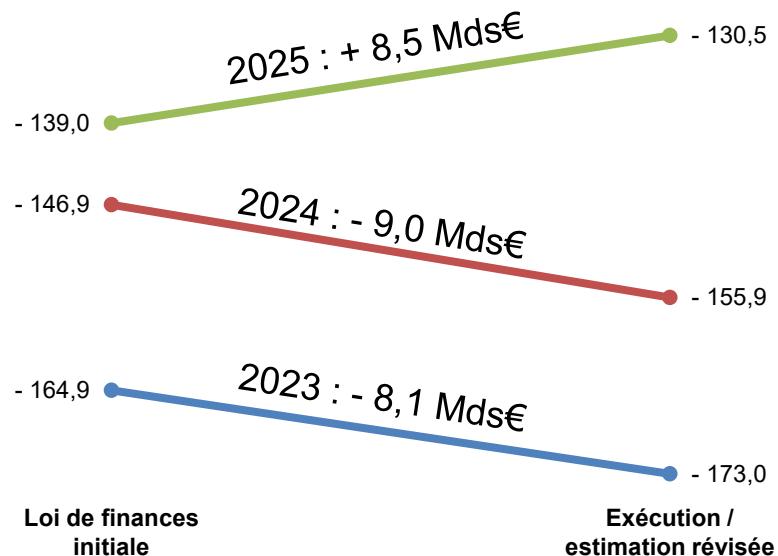
Évolution des estimations de solde budgétaire en 2025

(en milliards d'euros)



Prévision et exécution de solde de 2023 à 2025

(en milliards d'euros)



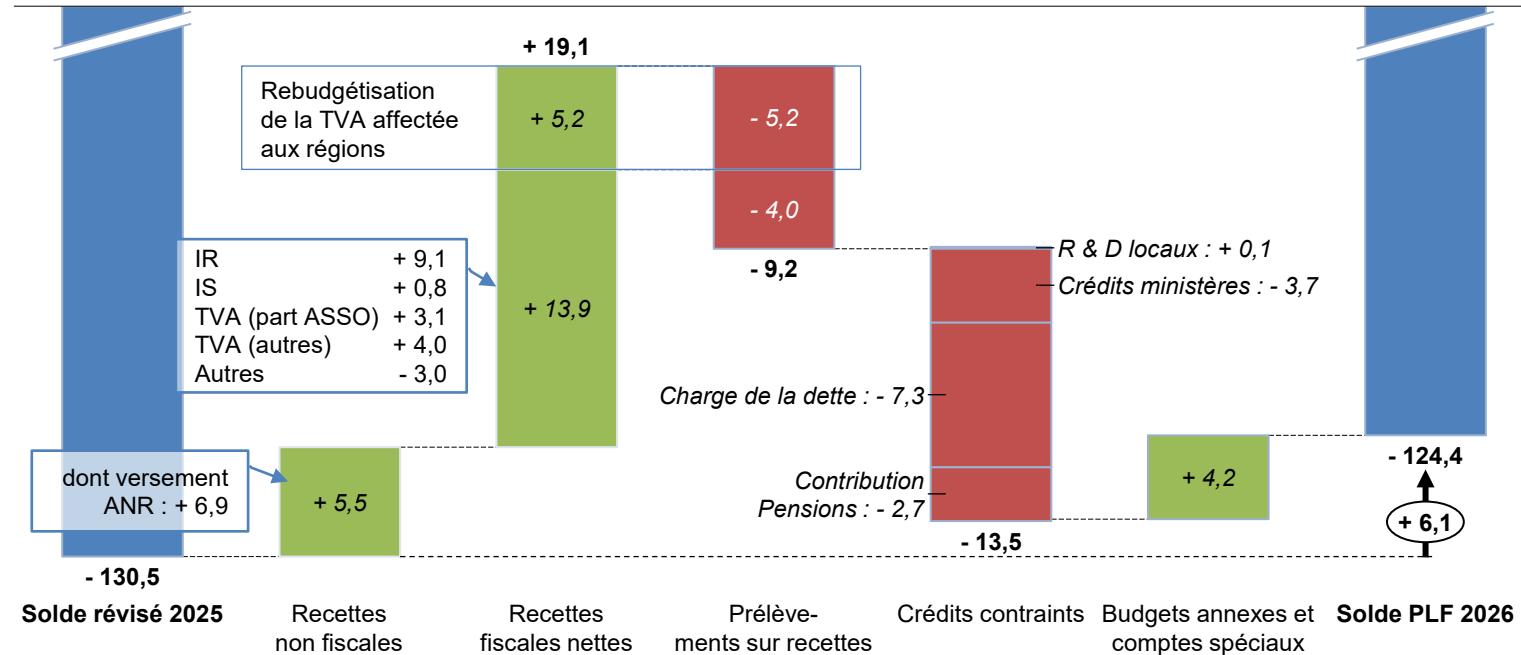
Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

En 2026, l'amélioration du déficit budgétaire reste faible et repose sur des éléments trop conjoncturels

Évolution du déficit budgétaire de l'État entre 2025 et 2026

(en milliards d'euros)

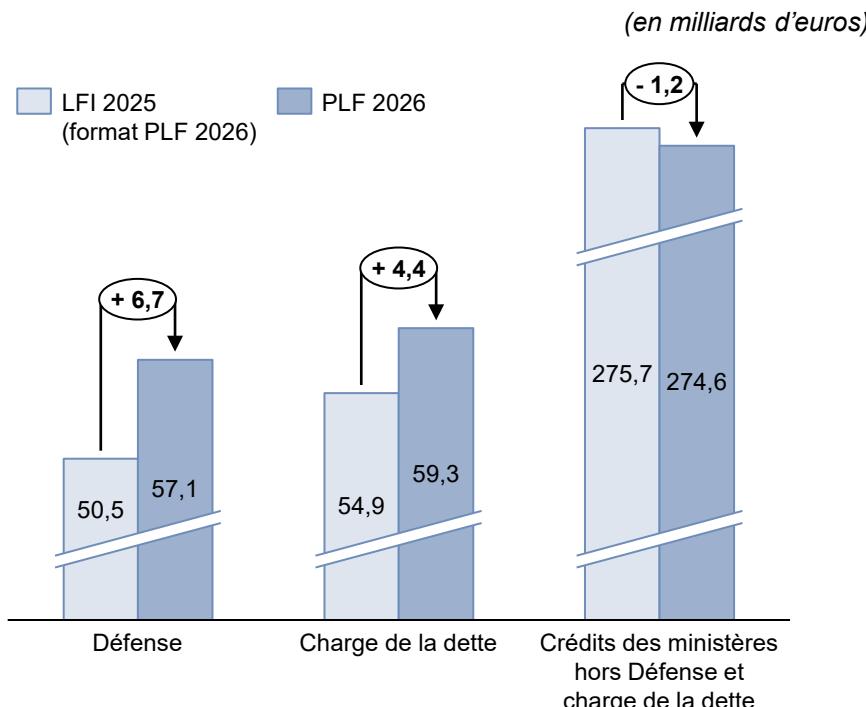


IR : impôt sur le revenu. IS : impôt sur les sociétés. ASSO : administrations de sécurité sociale. ANR : Agence nationale de la recherche. R & D : remboursements et dégrèvements.

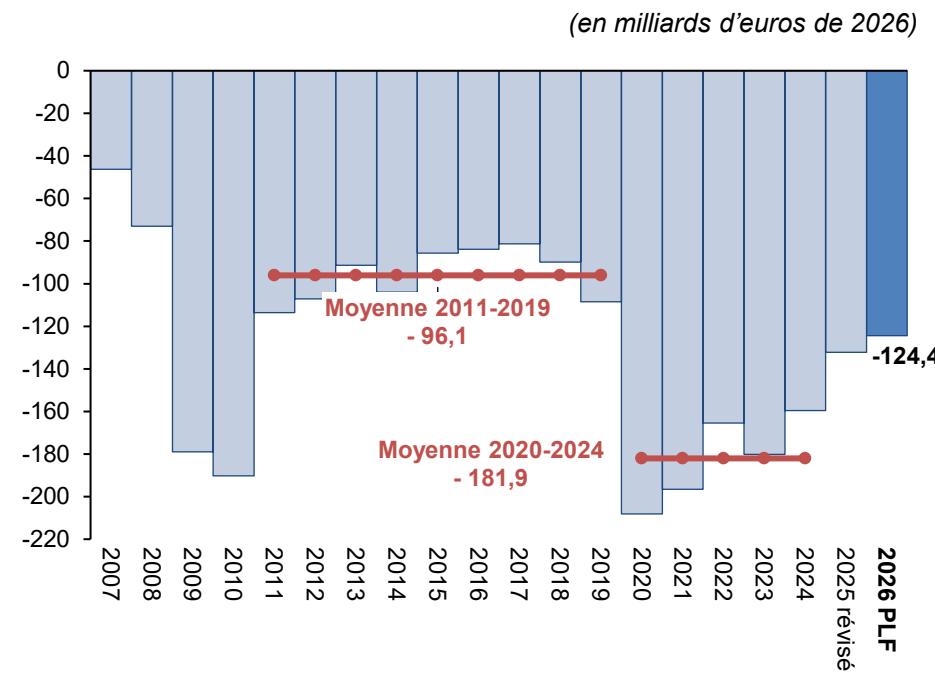
Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

En 2026, les hausses significatives de dépense de la Défense et de la charge de la dette ne sont pas compensées par des baisses sur les autres charges ministérielles

Évolution des crédits entre la LFI 2025 et le PLF 2026



Évolution du solde budgétaire de l'État en euros constants

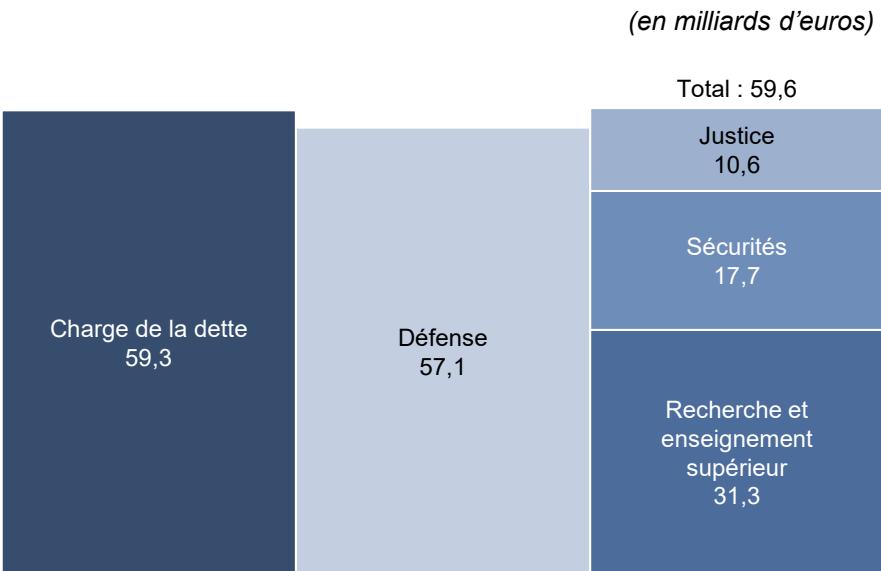


Source : commission des finances du Sénat, à partir du tableau d'équilibre du projet de loi de finances

Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

L'endettement de l'État suit une trajectoire de hausse accélérée

Comparaison entre la charge de la dette et certaines missions du budget général

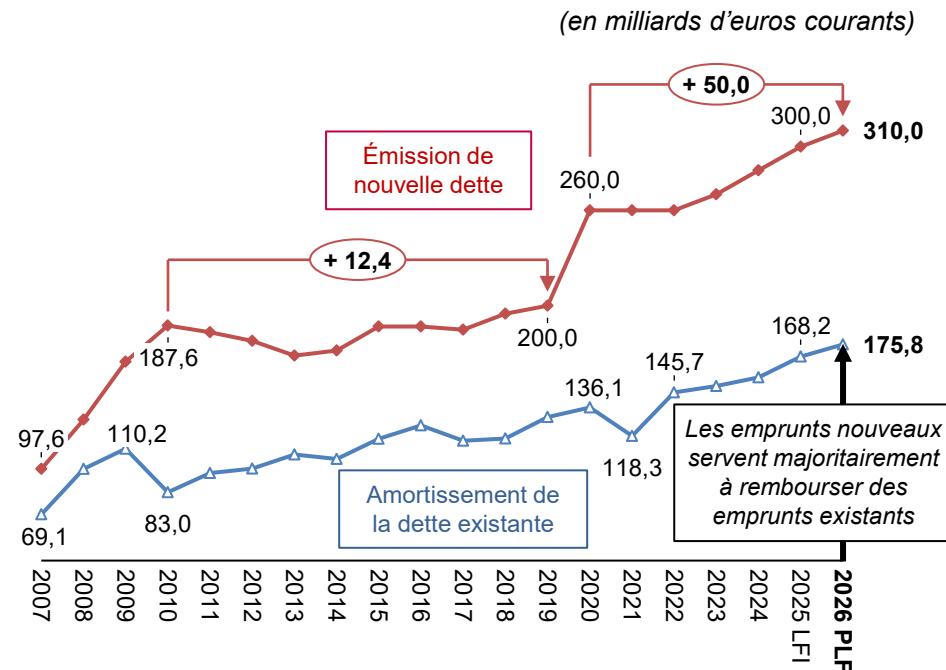


Credits hors contributions au CAS « Pensions » en PLF 2026.

Charge de la dette : crédits des programmes 117 « Charge de la dette et trésorerie de l'État » et 355 « Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État ».

Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

Évolution des émissions et amortissements de dette à moyen et long terme



Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

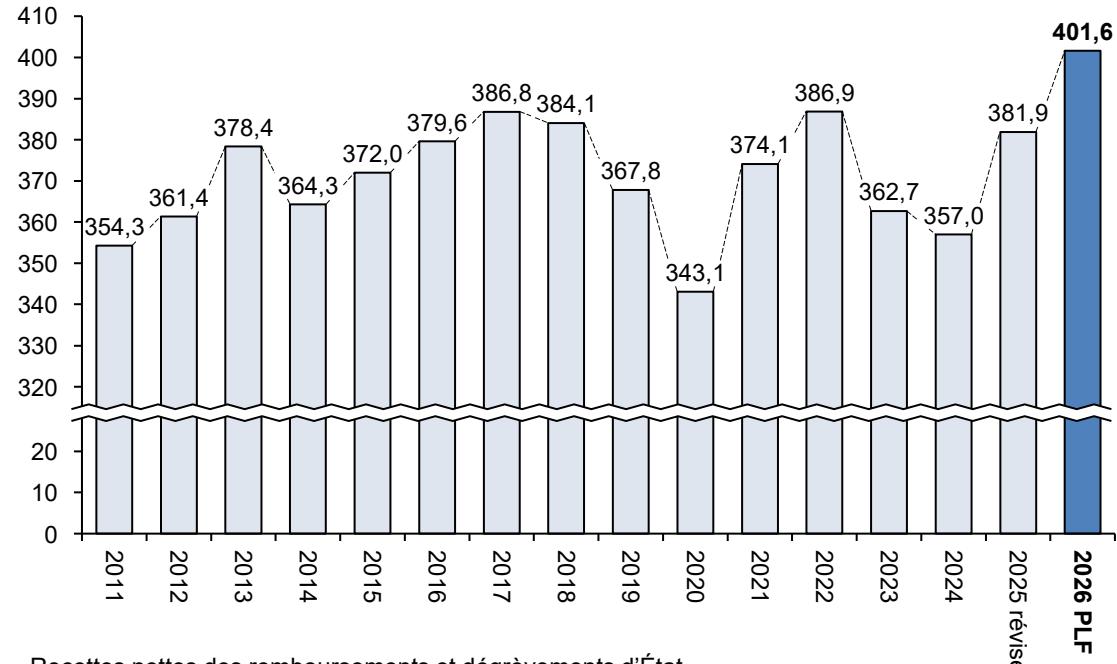


**Les recettes de l'État s'accroissent par
l'effet d'une hausse massive des
prélèvements fiscaux**

Les recettes fiscales nettes et non fiscales atteignent un niveau record de 401,6 milliards d'euros

Évolution à moyen terme des recettes fiscales nettes et non fiscales de l'État en euros constants

(en milliards d'euros de 2026)

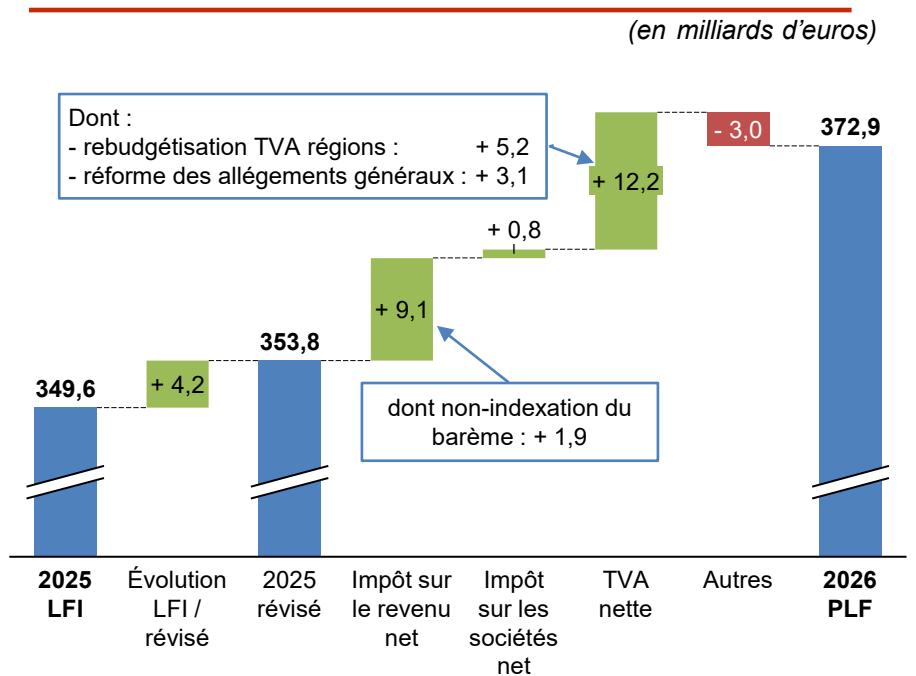


Recettes nettes des remboursements et dégrèvements d'État.

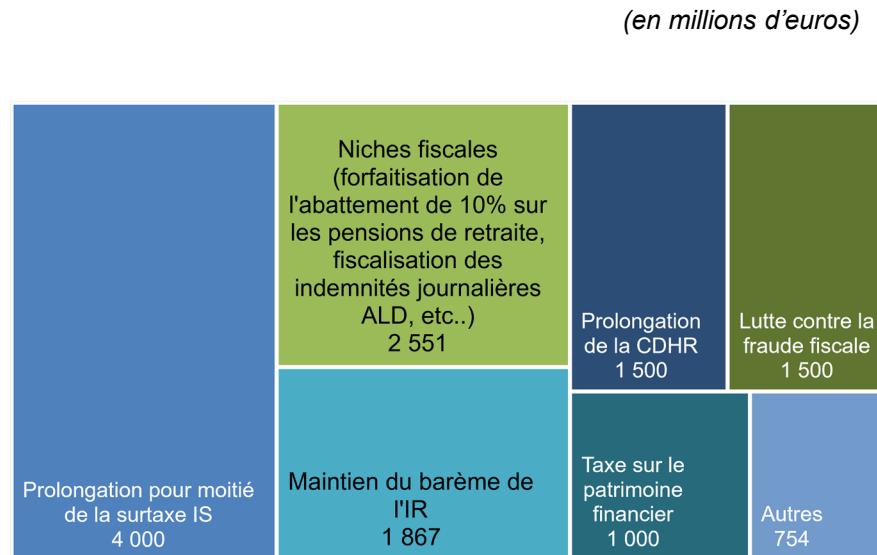
Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

Les recettes fiscales nettes augmentent sous l'effet de mesures de périmètre, mais surtout en raison de la création ou prorogation d'impôts

Évolution des recettes fiscales nettes de 2025 à 2026



Effet des mesures nouvelles du PLF 2026 sur les recettes fiscales nettes



Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

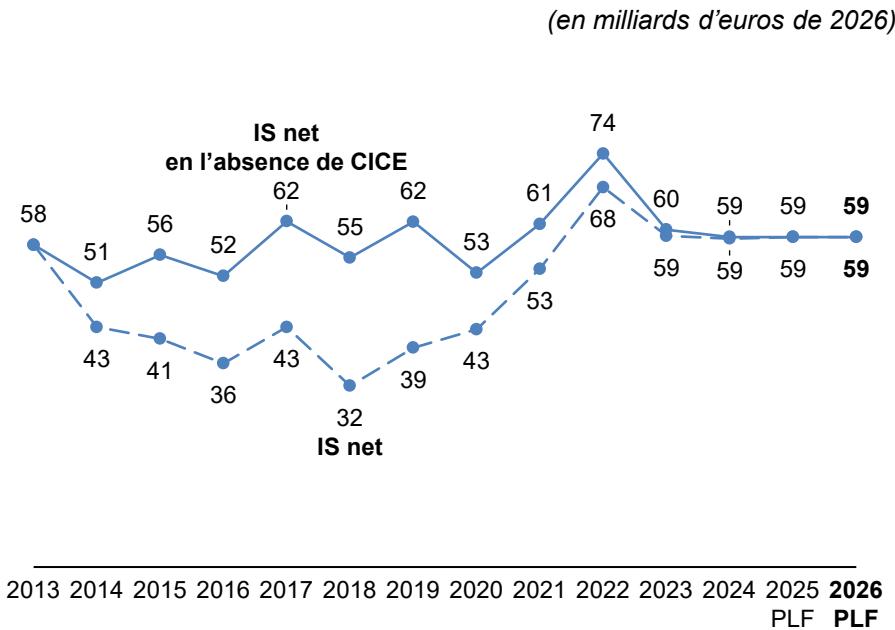
CDRH : contribution différentielle sur les contribuables à hauts revenus.

ALD : affections de longue durée.

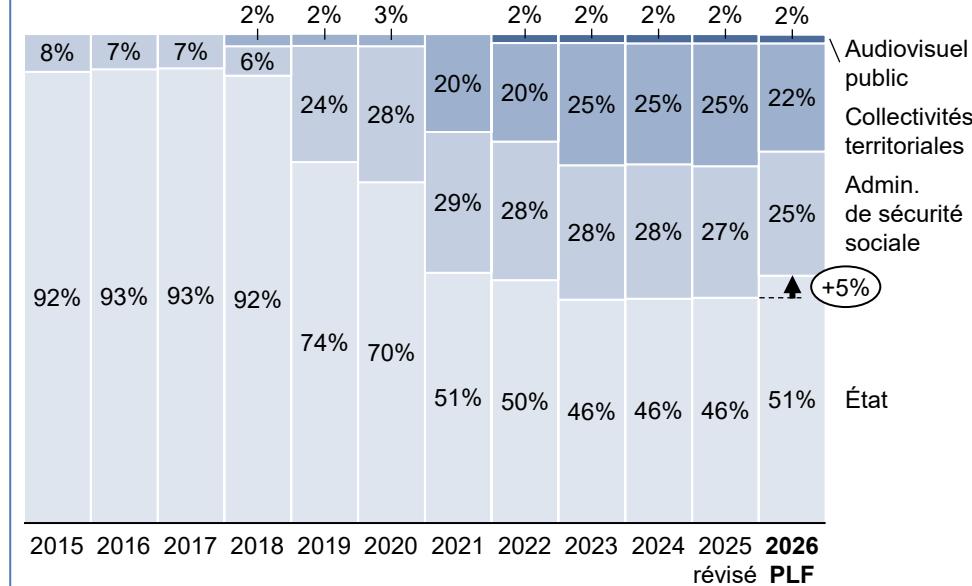
Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

Alors que le produit de l'impôt sur les sociétés est relativement stable depuis dix ans, la TVA n'est plus que partiellement affectée à l'État

Produit de l'impôt net sur les sociétés en euros constants



Évolution de la répartition de la TVA



Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

Des impôts « temporaires » sont maintenus et d'autres taxes sont créées

Les principales recettes fiscales hors « grands » impôts

(en milliards d'euros)

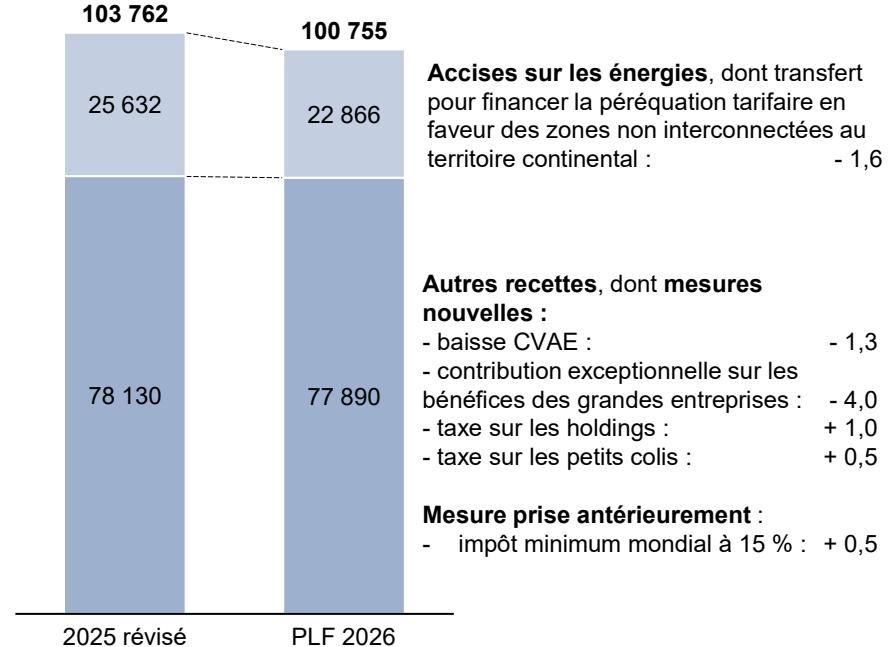
Autres		
<u>Accises sur l'énergie</u>		
DMTG		
Autres recettes fiscales nettes	ex-TICFE 5,3	
40,8	ex-TICPE 15,3	ex-TICGN 2,2
Prélèvements de solidarité	Successions	Don...
15,6	17,0	4,4

TICPE, TICFE, TICGN : taxes intérieures de consommation (produits énergétiques, électricité, gaz naturel). DMTG : droits de mutation à titre gratuit. Don. : donations.

Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

Évolution du produit des accises sur l'énergie et des autres recettes fiscales nettes entre 2025 et 2026

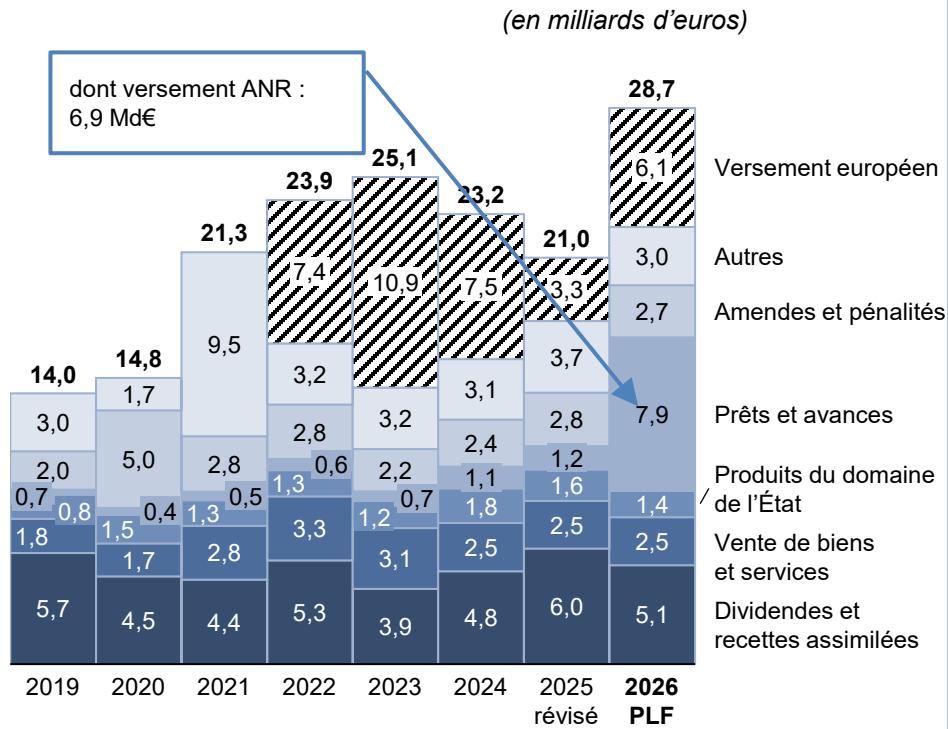
(en millions d'euros)



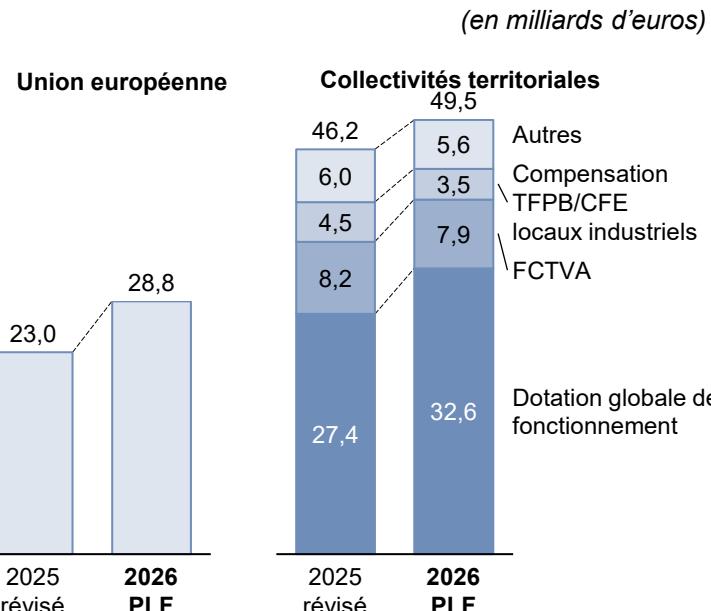
Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires

Les recettes non fiscales bénéficient de versements temporaires

L'évolution des recettes non fiscales



Les prélèvements sur recettes

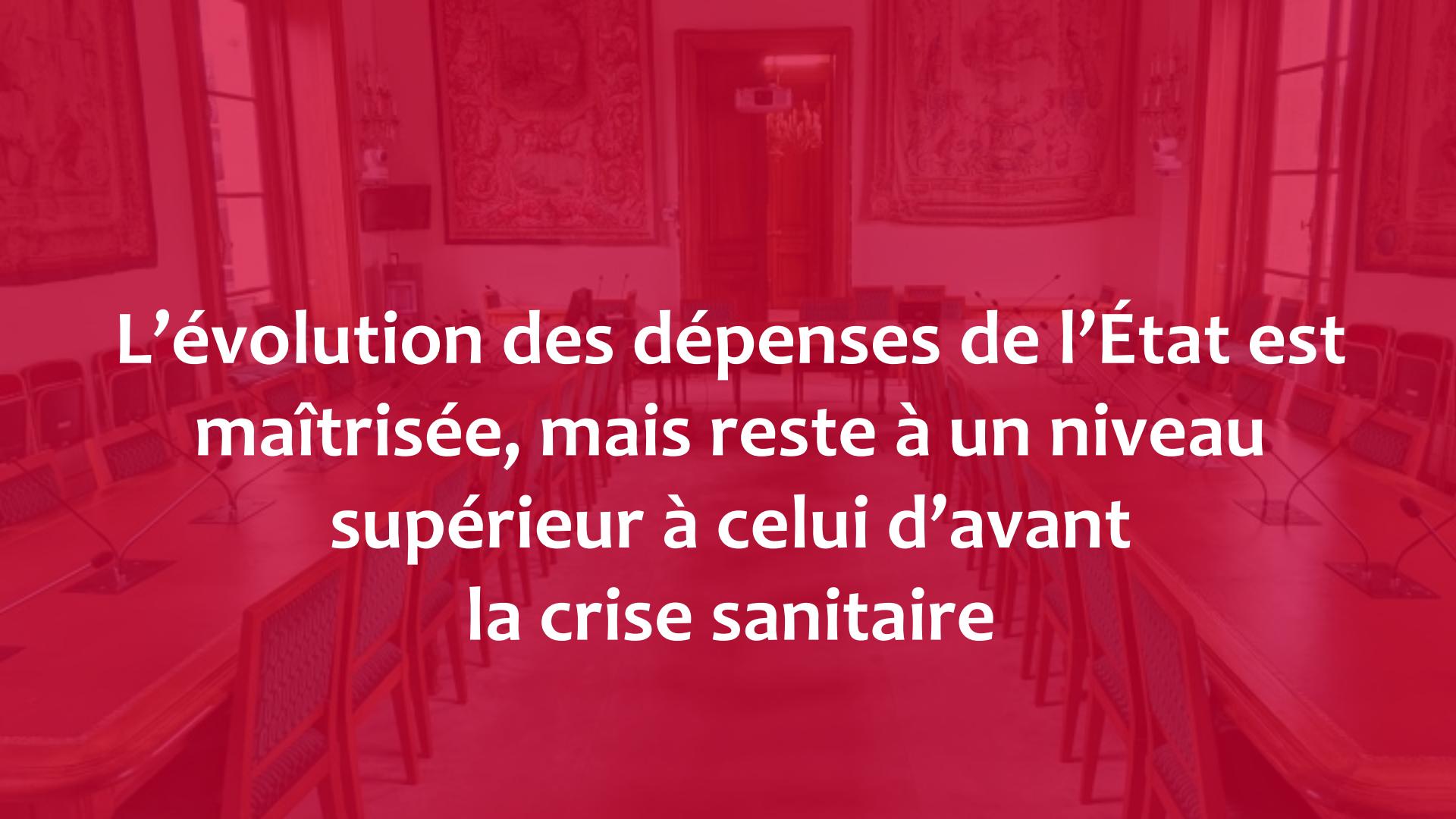


Compensation TFPB/CFE locaux industriels : prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation de la réduction de 50 % des valeurs locatives de taxe foncière sur les propriétés bâties et de cotisation foncière des entreprises des locaux industriels. FCTVA : fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée.

DGF : dotation globale de fonctionnement.

30

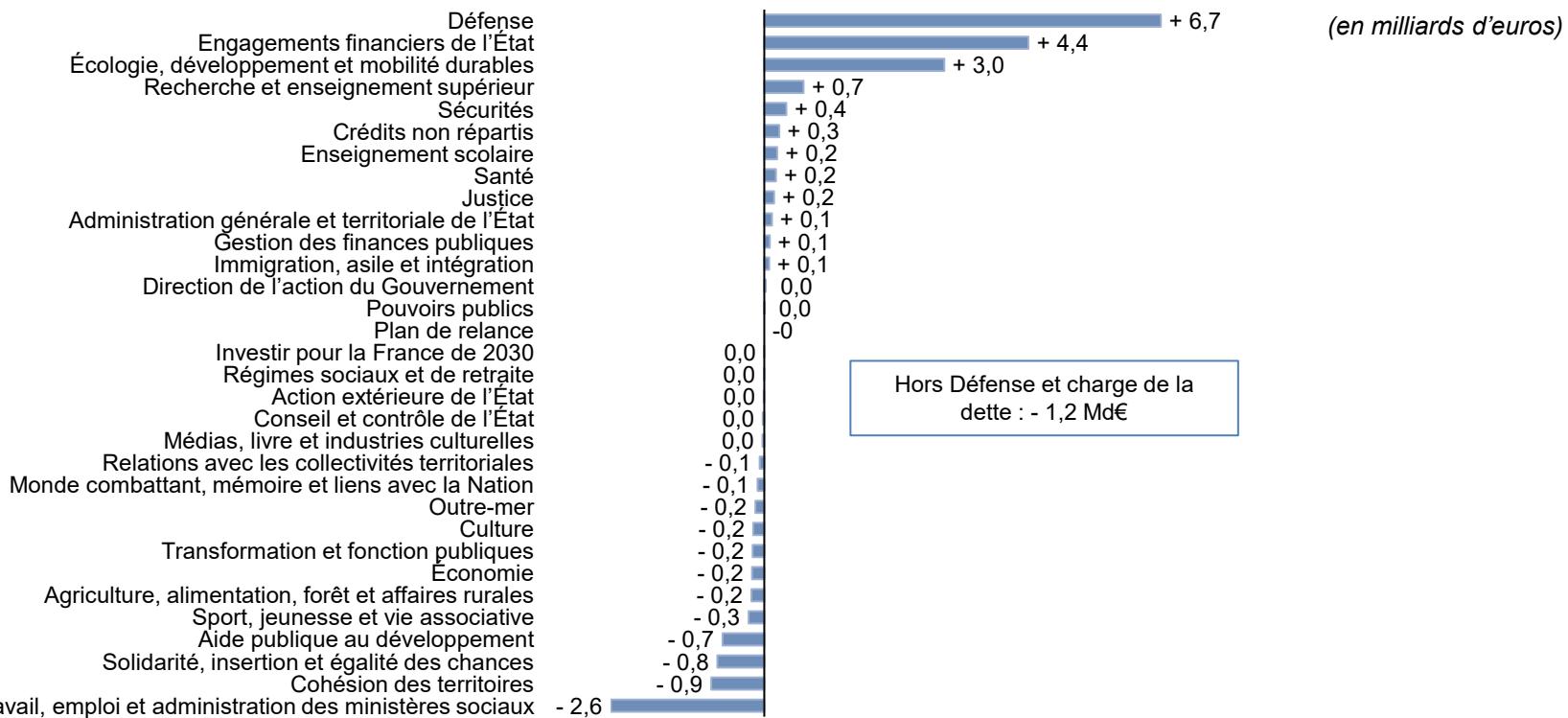
Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires



L'évolution des dépenses de l'État est
maîtrisée, mais reste à un niveau
supérieur à celui d'avant
la crise sanitaire

Hors dépenses contraintes ou de défense, les crédits des ministères diminuent légèrement en valeur

Évolution des crédits entre 2025 et 2026, à périmètre constant

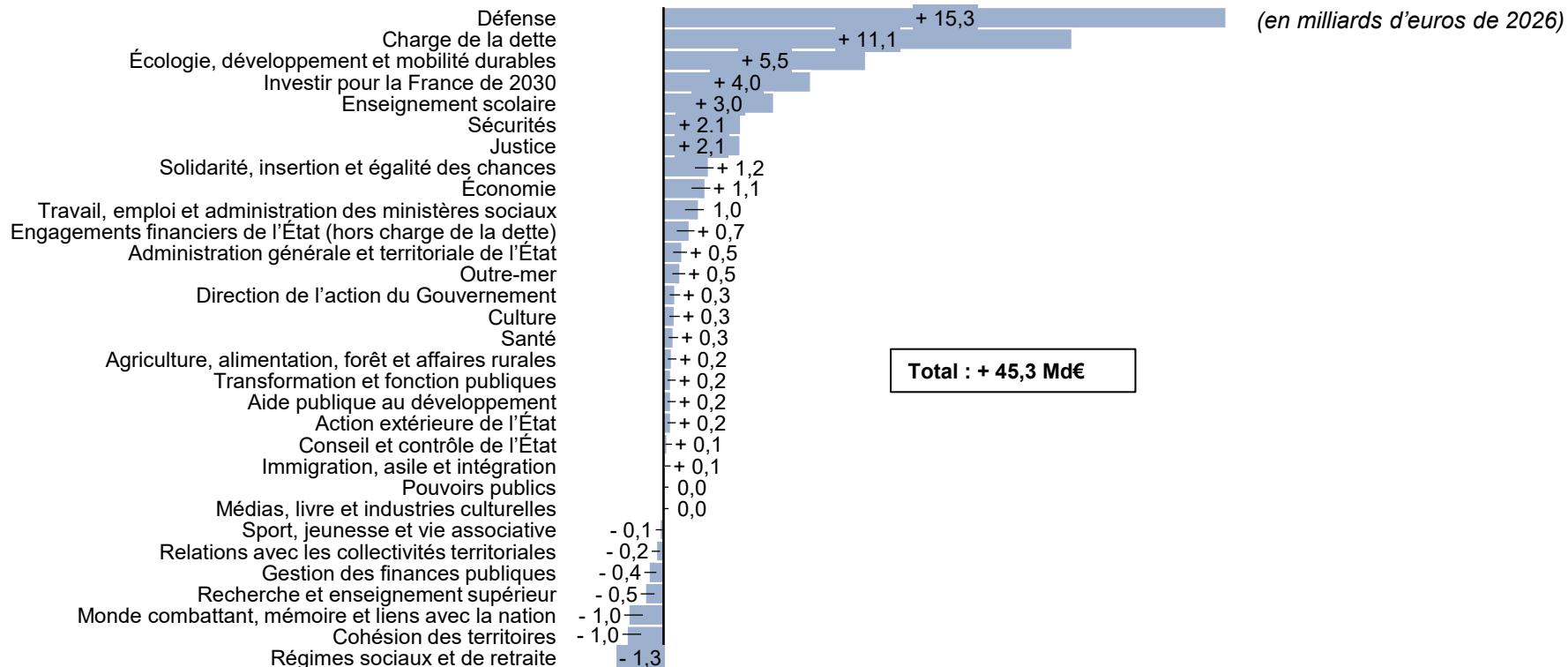


Hors contributions au compte d'affectation spéciale (CAS) Pensions et hors remboursements et dégrèvements.

Source : commission des finances du Sénat, à partir des réponses au rapporteur général

Malgré la sobriété du PLF 2026, la plupart des missions bénéficient de crédits encore supérieurs à ceux de 2019, retraités de l'inflation

Évolution des crédits des missions entre 2019 et 2026, en euros constants



Crédits hors remboursements et dégrèvements, charge de la dette et contributions au CAS Pensions, retraités des changements de périmètres, en euros constants.

Source : commission des finances du Sénat

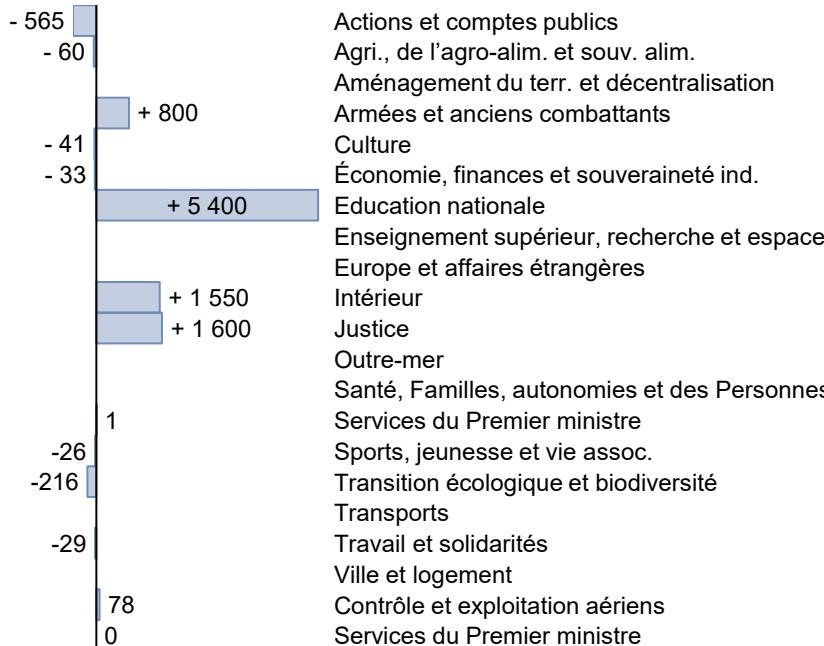
Les effectifs de l'État continuent d'augmenter, en contradiction avec l'objectif de stabilité fixé par la loi de programmation des finances publiques

Évolution des effectifs dans les ministères et leurs opérateurs en 2026

(en équivalents temps plein)

Total État : + 8 459 ETP

Total opérateurs : - 1 735 ETP



Source : commission des finances du Sénat



Les prévisions macroéconomiques et l'équilibre général du projet de loi de finances pour 2026

Jean-François Husson, rapporteur général
Commission des finances
Mercredi 5 novembre 2025

